

Georges Corm : « La faiblesse congénitale des États arabes découle de leur balkanisation pendant la Grande Guerre »



ENTRETIEN

Cent ans après la fin de la Grande Guerre, la commémoration de ce conflit ravageur résonne toujours aussi différemment sur les deux rives de la Méditerranée : si, en Europe, le « plus jamais ça » semble devenu une réalité tangible, il s'avère chimérique pour la majorité des Arabes. L'historien et ancien ministre des Finances Georges Corm revient pour « L'Orient-Le Jour » sur ce passé qui, non seulement ne passe pas, mais détermine encore l'avenir d'un Proche-Orient plus que jamais éclaté.

Propos recueillis par Cyrille NÊME / OLJ

10/11/2018

Vous identifiez dans la Première Guerre mondiale et le partage des frontières qui en a résulté l'un des ferments majeurs des malheurs du Moyen-Orient. Pouvez-vous revenir sur les étapes de cette balkanisation organisée ?

Les violences et conflits qui n'ont cessé de déchirer le Moyen-Orient durant le dernier siècle prennent en effet en grande partie leur source, directement ou indirectement, dans la Première Guerre mondiale et ses séquelles. À commencer

par les arrangements territoriaux auxquels ont procédé deux grandes puissances coloniales, la France et la Grande-Bretagne, dans la continuité de leur rivalité pour le contrôle de l'Orient méditerranéen au XIXe siècle. Une rivalité constitutive de ce que l'on appelait alors la « question d'Orient », que l'historien Arnold Toynbee a justement qualifiée de « question d'Occident ».

Pour s'assurer leur victoire puis le contrôle de la région, les puissances alliées ont ainsi fait preuve, à maintes reprises, d'une inconséquence dramatique. Les promesses inconciliables faites par la Grande-Bretagne à ses différents alliés sur le sort des provinces arabes d'un Empire ottoman destiné à être dépecé en sont l'une des manifestations. Ainsi, la promesse de constitution d'un royaume arabe unifié faite en 1915 par le haut-commissaire au Caire Henry Mac-Mahon au chérif Hussein, de la famille des Hachémites, est rendue caduque dès l'année suivante par les accords « Sykes-Picot », qui partagent entre les deux puissances européennes le reliquat des provinces arabes non encore occupées (l'Irak, la Syrie et la Palestine)... Ce qui n'empêchera pas la Grande-Bretagne de continuer à miser sur plusieurs tableaux. En 1917, par la célèbre « déclaration Balfour », elle affirme vouloir œuvrer à la constitution d'un « foyer national » pour les juifs en Palestine, notamment pour contrebalancer davantage l'influence française au Levant – comme le préconisait dès 1840 (soit 57 ans avant la création du mouvement sioniste) le consul anglais à Beyrouth dans une lettre à son ministère. Dans le même esprit, elle soutient l'équipée de Fayçal, fils de Hussein, dans son accession au trône de Syrie en 1920 – d'où il sera rapidement délogé par les Français. Au Hedjaz, Londres armera ensuite la famille wahhabite des Saoud pour faire pièce aux aspirations des Hachémites ; tout en confiant respectivement à Fayçal et à son frère Abdallah, en guise de consolation, les trônes d'Irak et de Transjordanie.

Du côté de la France, en dépit de fluctuations initiales de sa diplomatie – dont le regretté Gérard Khoury a été un historien minutieux –, la balkanisation est aussi à l'œuvre avec la création du Grand Liban et, pendant un temps, le découpage de la Syrie – dont la population tente de résister à son occupation – en différentes entités géographiques et communautaires. Par ailleurs, la manière avec laquelle les puissances alliées ont traité la question arménienne témoigne aussi d'un amateurisme et d'une improvisation aux conséquences dramatiques : les ayant armés contre les Ottomans et promis un État – prévu, comme pour les Kurdes, notamment, par le traité de Sèvres (1920), qui est resté inappliqué en raison de la reconquête militaire des Turcs de Mustapha Kemal –, elles sont néanmoins restées

passives face au génocide de 1915-1916. Tous ces errements, et bien d'autres commis à l'époque, ont planté la plupart des graines des violences actuelles.

Au-delà de ces germes de conflictualités, quelles ont été, selon vous, les autres conséquences structurelles de cette balkanisation sur le sort de la région ?

La fragmentation des décombres de l'Empire ottoman en entités étatiques plus ou moins viables, très hétérogènes du point de vue de la démographie, de la superficie, des ressources naturelles et des structures économiques et sociales a contribué à la faiblesse congénitale du monde arabe. Une faiblesse qui contraste singulièrement avec la cohésion des deux pays de la région qui ont su préserver des frontières naturelles au sortir de la Première Guerre mondiale – la Perse (qui deviendra l'Iran en 1935) et la Turquie moderne – mais également avec la force de deux nouveaux États à base communautaire religieuse produits ultérieurement par cette balkanisation : l'Arabie saoudite (créée en 1932) et Israël (à partir de 1948).

Cette faiblesse congénitale de ces futurs « États provinciaux » – pour reprendre la terminologie nationaliste arabe – après leur indépendance a par la suite été entretenue par la constitution d'élites locales qui, au mépris des aspirations unitaires développées par leurs populations depuis la fin du XIXe siècle, n'ont guère pris conscience de leurs intérêts mutuels ni partagé de vision commune. Il a fallu attendre les années 1950, avec l'arrivée au pouvoir de Nasser en Égypte et surtout la nationalisation du canal de Suez, pour que ce sentiment d'appartenance panarabe fasse son retour au sein des élites. Cependant, cette parenthèse sera de courte durée...

Enfin, au-delà de sa dimension géographique, la balkanisation politique du monde arabe, conjuguée au « vide de puissance » laissé par la fin de l'Empire ottoman, a facilité l'apparition, aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale, d'un clivage profond entre les régimes politiques (pour la plupart monarchiques) alignés sur les États-Unis et les républiques anti-impérialistes (Algérie, Égypte, Irak, Syrie...) soutenues par l'URSS, née elle aussi de la Première Guerre mondiale.

Pendant la Grande Guerre, l'appel au « jihad » contre les alliés par le sultan Mehmet VI est loin d'obtenir les résultats escomptés. La religion n'était pas un outil efficace de mobilisation ?

Cela a effectivement été un échec. De même, si certaines figures de l'élite arabe, comme le Syrien al-Kawakibi, souhaitaient déjà avant la guerre que le califat (en tant qu'institution spirituelle) revînt aux Arabes, et que quelques autres ont, à l'instar du roi Fouad d'Égypte, eu des velléités de le rétablir après sa disparition, cette dernière n'a guère suscité un fort émoi parmi les populations.

Il est de toute façon absurde de penser le passé à partir des référents d'aujourd'hui : comme je l'ai souvent expliqué, l'effondrement de la culture profane dans une grande partie du Moyen-Orient et le « chaos mental » qui résulte du recours systématique au religieux dans l'analyse des événements découlent essentiellement de la formidable montée en puissance financière de l'Arabie saoudite, avec l'explosion des prix du pétrole dans les années 1970, et de la création sous son égide de l'Organisation de la conférence islamique (1969), qui va faire double emploi avec les institutions similaires de la Ligue arabe et sera instrumentalisée par les États-Unis pour endiguer l'influence de l'idéologie socialiste et tiers-mondiste dans la région.

De l'effacement symbolique de la frontière syro-irakienne par Daech en 2014 aux nombreuses évocations d'un « Yalta régional », les anticipations sur une disparition à venir des frontières héritées de la grande guerre ont fait florès. Y croyez-vous ?

Non. D'abord, quoi qu'on pense de leur caractère artificiel, les « États provinciaux » et leurs frontières ont montré une certaine capacité de résistance, renforcée par le développement des nationalismes locaux. Ensuite, l'espoir d'un éventuel « Yalta » à même de pacifier la région me semble très optimiste compte tenu, d'une part, de la vivacité des enjeux de puissance et des passions qu'ils entraînent et, d'autre part, du traumatisme que constituerait un nouveau partage imposé par l'extérieur, surtout s'il l'est par la force. Enfin, les tentatives de démembrement ou recomposition de ces États sur une base purement ethnique ou communautaire – à l'instar de celle qu'avait essayé d'imposer un temps la France à la Syrie mandataire – se traduirait a minima par de nouveaux déplacements forcés de populations : il est temps, à cet égard, de tirer les leçons des conséquences désastreuses de l'instrumentalisation des communautés par l'extérieur. En revanche, la perspective d'un regroupement fédéral et volontaire de ces États, notamment sur la base de leur complémentarité économique – comme pour la construction européenne –, me paraît tout à fait prometteuse, mais leurs dirigeants n'en prennent guère le chemin...

La condamnation, cent ans plus tard, de la responsabilité coloniale ne fait-elle pas aussi office d'alibi commode pour la faillite des autocrates de la région ? Ne porte-t-elle pas le risque d'une forme de déresponsabilisation des Arabes quant à la maîtrise de leur destin ?

Cela renvoie à l'éternel débat sur la prééminence des facteurs externes ou internes de la fragilité arabe. Or on ne peut à mon sens totalement les séparer dans la mesure où ils s'autoalimentent. Par exemple, dans le contexte de « vide de puissance » que j'ai évoqué, les régimes et élites des « États provinciaux » ont naturellement besoin d'un protecteur extérieur, qu'ils n'hésitent néanmoins pas à manipuler en retour.

De même, le fait que, plus d'un demi-siècle après les indépendances, la jeunesse arabe connaît le plus fort taux de chômage au monde et forme une cohorte de candidats à l'émigration de masse, qui risquent leur vie en traversant la Méditerranée –, ce qui démontre, à mon sens, l'inanité de la thèse du « choc des civilisations » développée par Samuel Huntington –, résulte en grande partie de l'absence totale d'industrialisation de la région et de la constitution d'économies de rente, de gaspillage et de prévarication. Or ces dernières sont autant imputables à la paresse et la corruption des dirigeants arabes qu'à l'explosion de la demande en énergie bon marché des pays industrialisés et leur participation active au pillage de cette rente.

Cela dit, il est certain que tant que les pays arabes ne rentreront pas pleinement dans le monde de la modernité productive, ou continueront de s'enfermer dans des discordes théologiques interminables et une martyrologie religieuse oiseuse, la région ne connaîtra pas de salut...

<https://www.lorientlejour.com/article/1142867/-la-faiblesse-congenitale-des-etats-arabes-decoule-de-leur-balkanisation-pendant-la-grande-guerre-.html>